

VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION  
NE PAS PUBLIER AVANT  
16:00 HEURES, LE 13 JUIN 1977

---

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UN DISCOURS DU  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES  
EXTÉRIEURES DU CANADA, L'HONORABLE  
DON JAMIESON,  
À UN DÉJEUNER DONNÉ EN L'HONNEUR DU  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU  
JAPON, SON EXCELLENCE IICHIRO HATAYAMA,  
À VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE,  
LE 13 JUIN 1977

---

(TRADUCTION)



Je suis très heureux de pouvoir accueillir Monsieur le ministre Hatoyama, Son Excellence l'ambassadeur Nara, mes autres invités japonais, l'honorable Don Phillips, Monsieur le maire Bolrich et tous mes autres distingués invités.

Je crois qu'il était très approprié que la première réunion de la Commission mixte Canada-Japon, que Monsieur le ministre Hatoyama et moi-même avons inauguré ce matin, ait lieu dans cette partie-ci du Canada. J'ai choisi Vancouver parce que je voulais montrer le rôle important et actif que les Canadiens des provinces de l'Ouest ont joué dans l'élaboration de toutes les facettes que comporte la dimension Pacifique de la politique étrangère du Canada.

La ville de Vancouver est elle-même une plaque tournante pour les nombreuses activités que coiffe cette politique. Une bonne part des échanges importants et croissants entre le Canada et ses partenaires du Pacifique transite par cette ville et bon nombre de décisions quant à l'activité financière et commerciale du Canada dans la région du Pacifique sont prises dans les bureaux et les conseils d'administration de Vancouver.

Naturellement, les échanges entre Vancouver et les pays du Pacifique ne se limitent pas aux domaines commercial et financier. Un va-et-vient incessant fait que cette ville comprend intimement le rôle croissant du Canada dans le Pacifique et y participe d'une façon toute particulière. Les universités de Vancouver orientent de façon significative leurs programmes en fonction des besoins de la région. Les liens culturels très forts de cette ville avec le Pacifique dans les domaines des arts, du théâtre et même de la gastronomie témoignent également de l'importance de la dimension Pacifique dans la vie de Vancouver.

J'entends limiter mon propos aujourd'hui à un élément majeur dans l'élaboration de la politique canadienne du Pacifique: les relations importantes et toujours plus complexes que nous avons avec le Japon. Si le gouvernement Trudeau a décidé il y a plusieurs années d'accorder une attention prioritaire à l'élaboration et à l'expansion des relations du Canada avec le Japon, c'est qu'il reconnaissait l'émergence de ce dernier comme puissance mondiale dont les intérêts considérables se situaient surtout, mais non exclusivement, dans la sphère économique internationale. De l'avis du gouvernement, le Japon, l'une des premières nations commerçantes, était appelé à jouer un rôle clé dans la gestion de l'économie mondiale. De plus, le Japon est, à l'instar du Canada, un pays industrialisé qui partage les mêmes idéaux démocratiques et qui veut réagir de façon efficace devant une situation mondiale toujours plus complexe sur les plans économique et politique. Il était donc dans l'intérêt de nos deux pays d'accroître nos contacts sur des questions internationales.

De surcroît, le Japon avait un vaste marché intérieur susceptible d'accueillir des biens et des services canadiens ainsi que les moyens de participer au développement du Canada grâce notamment à des investissements dont nous avons besoin. La conclusion s'est donc imposée: des relations accrues avec le Japon fondées sur une plus grande coopération et des liens plus étroits dans les domaines politique, économique, culturel, scientifique et technique, seraient dans le droit fil des objectifs du Canada, désireux d'édifier une économie nationale saine et de réduire sa vulnérabilité économique.

De toute évidence, cette valorisation des relations entre le Canada et le Japon ne pouvait se réaliser sans l'acquiescement de ce dernier. Je crois qu'on peut déclarer sans ombrage que le gouvernement japonais partage entièrement cet objectif et qu'il a fait état de sa volonté de renforcer et de multiplier les liens qui nous unissent.

C'est dans cette optique que je veux brièvement passer en revue les progrès qui ont été réalisés à cet égard et formuler certaines suggestions quant à la façon de collaborer davantage dans notre intérêt commun.

Il s'imposait notamment d'accroître les consultations entre nos deux gouvernements afin d'encourager le gouvernement et le peuple japonais à mieux comprendre le Canada et son peuple. Nous avons également essayé d'édifier un cadre plus systématique pour faciliter ces consultations. L'augmentation marquée des réunions bilatérales entre nos chefs politiques, comme la visite du Premier ministre au Japon en octobre dernier et celle de M. Hatoyama ici aujourd'hui, illustre bien cet effort. D'ailleurs, je rencontre pour la troisième fois mon homologue japonais depuis mon arrivée aux Affaires extérieures en septembre; en effet, j'avais déjà rencontré M. Hatoyama au Sommet économique de Londres le mois dernier et son prédécesseur à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies. J'ai trouvé que cet accroissement des consultations est particulièrement bénéfique en raison de l'optique différente que chacun de nos deux pays y apporte.

De telles rencontres fournissent également une excellente occasion d'échanger des vues sur des sujets importants, comme les questions nucléaires qui feront l'objet de mes discussions avec M. Hatoyama cet après-midi. Je tiens à signaler à cet égard qu'il n'y a pas de divergence fondamentale entre les positions canadienne et japonaise sur la non-prolifération. Nos deux pays sont résolus à empêcher la prolifération des armes nucléaires. Les divergences qui ont vu le jour dans nos négociations tiennent au fait que nous devons chacun aborder ces discussions à l'intérieure des paramètres arrêtés dans nos politiques nationales. Notre rencontre nous permettra de clarifier nos positions et d'identifier, si la chose est possible, les moyens de concilier les exigences canadiennes

relatives aux exportations nucléaires et les besoins énergétiques du Japon.

Il est également devenu évident que pour consolider nos relations bilatérales, il faudra que le Canada et le Japon changent les perceptions traditionnelles, et souvent inexactes, qu'ils ont l'un de l'autre. Un tel changement s'impose tout particulièrement dans nos médias et nos institutions de haut savoir si nous voulons atteindre nos objectifs politiques et économiques. C'est dans ce but que mon ministère a lancé un grand programme destiné à susciter le développement des études canadiennes au Japon et des études japonaises au Canada. Nous sommes également actifs dans les domaines du sport, de l'éducation, du théâtre et de la jeunesse où nous voulons faciliter davantage les échanges et contribuer à plus de compréhension de part et d'autre.

L'approfondissement de notre compréhension mutuelle et le renouvellement des perceptions traditionnelles s'imposent également dans les secteurs commerciaux et économiques. Nous entretenons déjà dans ces secteurs des relations considérables avec le Japon, dans notre intérêt commun. Les habitants de l'Ouest du Canada, fournisseurs de la très grande part de nos exportations au Japon, qui se chiffraient à 2,4 milliards de dollars en 1976, sont certes conscients de cette réalité. Il est également capital de noter que les besoins du Japon ont été d'un ordre suffisant pour justifier à eux seuls l'accroissement de la production canadienne de biens tels que le charbon, le colza, le minerai et les concentrés de cuivre et de plomb, le porc, les oeufs de hareng et la pâte à papier, pour n'en nommer que quelques-uns. Parallèlement, les Canadiens, qui ont importé pour 1,5 milliard de dollars du Japon en 1976, continuent d'être parmi les plus grands acheteurs de l'électronique de consommation et des automobiles que produit le Japon.

Il nous faut cependant avouer que nous nous connaissons encore trop peu, qu'il subsiste de fausses perceptions de part et d'autre et que, généralement, nous ne sommes pas encore suffisamment conscients des possibilités que recèlent nos relations. Je suis convaincu que les domaines du commerce, de l'investissement, de la coparticipation et des échanges techniques nous offrent toujours des occasions extraordinaires. Pourtant, les programmes traditionnels d'expansion du commerce et les mécanismes consultatifs déjà établis ne nous ont pas permis de relever pleinement le défi. C'est pourquoi nos deux gouvernements doivent donner le ton et utiliser les instruments dont ils disposent pour faciliter cette évolution, car il leur revient de créer le climat et les conditions qui susciteront une action positive des secteurs privés de nos deux pays.

Le Cadre de coopération économique signé par les Premiers ministres Trudeau et Miki en octobre dernier représente un jalon important dans cette voie. Il montre que les gouvernements japonais et canadiens sont résolus à rechercher des relations meilleures et

plus équilibrées, fondées sur un pragmatisme positif, une communauté d'intérêts et une plus grande compréhension des politiques économiques de part et d'autre. Le Cadre prévoit également la création de la Commission mixte économique Canada-Japon qui se réunit ici aujourd'hui et nos deux gouvernements se sont engagés à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux ainsi qu'à encourager et faciliter la coopération entre leurs industries respectives.

La poursuite de la croissance de nos échanges constituera une composante majeure de nos relations avec le Japon dans l'avenir. Il reste cependant que les rapports plus étroits que j'estime possibles entre nous comportent d'autres dimensions notables.

L'élargissement de la gamme de produits que nous échangeons est l'une de ces facettes. Le Canada veut valoriser la teneur de ses exportations au Japon en augmentant la proportion de biens transformés et manufacturés. Le gouvernement du Canada a élaboré, en collaboration avec le Japon, un programme intensif d'expansion commerciale destiné à informer les hommes d'affaires et les consommateurs japonais de la capacité manufacturière et exportatrice du Canada et à renseigner les hommes d'affaires canadiens sur la structure et les possibilités du marché japonais.

La tâche est ardue et exigera de la persévérance, mais je crois qu'on peut déjà percevoir un changement dans la composition de nos échanges. Le Japon apprend graduellement à mieux apprécier le savoir-faire et la qualité de ses partenaires commerciaux canadiens. Les réalisations techniques du Canada - le premier pays du monde à concevoir, fabriquer et utiliser un satellite de communications et un réacteur à eau lourde très efficace, et l'un des chefs de file dans le domaine des ADAC - sont mieux connues et appréciées au Japon. Des études intensives sont déjà en cours sur les possibilités de coopération dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'énergie nucléaire. Des sociétés canadiennes ont vendu au Japon divers articles, dont des avions, des pièces d'automobile, du matériel de service, de l'équipement dans les domaines de la restauration, de l'électronique, ainsi que des sonars pour la pêche et des terminaux pour les ordinateurs.

Je crois que plusieurs des neuf grands industriels japonais qui se sont rendus au Canada l'automne dernier dans le cadre de la mission Makita ont exprimé l'inquiétude que le Canada conditionne l'accès à ses matières premières à l'accroissement de la proportion de ses biens manufacturés vendus au Japon. Je tiens à souligner que cela ne fait pas partie de la politique canadienne. Le Canada veut vendre des biens manufacturés au Japon, comme aux autres grands pays industrialisés, mais nous ne nous attendons pas que les sociétés japonaises achètent des biens canadiens qui ne sont pas concurrentiels. J'attache également de l'importance à nos échanges actuels dans les industries extractives et dans le secteur agricole et je compte bien qu'ils continueront de s'accroître.

Les investissements sont également appelés à jouer un rôle dans l'avenir de nos relations économiques. Les prévisions indiquent que le Japon augmentera considérablement ses investissements à l'étranger. Les capitaux étrangers ont été et continueront d'être nécessaires au développement du Canada. S'ils restent encore relativement modestes du point de vue canadien, notre économie a tout de même accueilli des capitaux japonais importants dans des secteurs qui se diversifient toujours davantage (500 millions de dollars consacrés à 287 projets). Par ailleurs, les investisseurs japonais ont pris soin de s'assurer que leurs interventions étaient les bienvenues. Ils ont généralement conçu leurs investissements de façon à respecter les intérêts du pays d'accueil, mettant en valeur la coparticipation ainsi que les prêts et les placements en actions. Je crois cependant qu'il y a place pour d'autres investissements, avantageux aussi bien pour le Canada que pour les investisseurs japonais, et je puis vous assurer que de tels placements sont les bienvenus.

Je sais qu'on s'inquiète du climat d'investissement au Canada. Pourtant, les investisseurs d'autres pays continuent à placer des capitaux considérables au Canada, sans doute parce qu'ils estiment qu'il est profitable d'y investir. D'ailleurs, je crois qu'une importante revue d'affaires japonaise en est venue à cette conclusion à la suite d'un récent sondage. Le Canada traverse une période difficile et on s'interroge, aussi bien au pays qu'à l'étranger, sur l'évolution du fédéralisme canadien. Je tiens à vous assurer que l'issue du débat actuel n'altérera pas d'une façon importante les fondations de mon pays. Au cours de ces 110 années d'histoire, le Canada a dû relever de nombreux défis et il les a toujours surmontés d'une façon rationnelle et démocratique. J'ai bon espoir que nous sortirons de la période actuelle plus forts et plus unis que jamais.

J'ai mentionné plus tôt que les hommes d'affaires canadiens devaient accroître leurs contacts avec leurs homologues japonais. J'ai également signalé certaines des initiatives de nos deux gouvernements en vue de faciliter de tels contacts. Beaucoup a été fait dans ce domaine et je sais que bon nombre de mes auditeurs ont noué des liens multiples au Japon. Il nous faut toutefois poursuivre ces efforts et les intensifier, car ils sont indispensables à l'expansion de notre coopération économique. Divers pays ont constitué des associations d'hommes d'affaires qui les aident à accroître les contacts, et je crois qu'on discute dans les milieux d'affaires canadiens de la possibilité de former une association qui regrouperait les hommes d'affaires du Canada et du Japon. J'applaudis une telle initiative.

Comme je l'ai dit au début de mon allocution, la Commission mixte économique Canada-Japon a inauguré sa première réunion ce matin. Cette rencontre montre également que nos deux gouvernements veulent faire plus encore pour favoriser la coopération économique. Cette Commission, qui doit se réunir annuellement, a deux objectifs principaux: favoriser des initiatives qui doivent entraîner des échanges accrus

ainsi que des entreprises en coparticipation et des investissements mutuellement avantageux et discuter de questions économiques, bilatérales ou multilatérales, d'intérêt commun. En plus d'aborder les questions générales, la Commission doit discuter en détail les possibilités de coopération dans les secteurs de l'énergie, des ressources, de l'agriculture et de l'industrie secondaire.

Ce bref survol vous donnera une idée des efforts que nous consentons pour intensifier nos relations avec le Japon. Je crois que nos rapports sont déjà substantiels; cependant, les possibilités restent grandes et exigeront encore plus d'efforts, aussi bien de la part du gouvernement que de l'entreprise. C'est à ce prix seulement que nous pourrons réaliser pleinement les possibilités de coopération qui sont dans notre intérêt commun.

